**Déclaration de la liste FSU et sympathisants au CA du lycée Paul Duez de Cambrai du mardi 10 février 2021**

Dans ce contexte sanitaire si particulier, à l’heure des différents variants et mutations d’un virus qui continue de faire peser un climat anxiogène dans notre pays, Jean-Michel Blanquer depuis son arrivée à la tête du Ministère de l’Education Nationale fait plus que jamais lui preuve de constance, il ne varie pas et la seule question déclinable sur divers motifs au gré des annonces, réformes et décrets, pourrait se résumer à : **jusqu’où ira l’entreprise de destruction de l’éducation dans notre pays ?**

Non content de procéder à une réforme des lycées forgée dans une idéologie néolibérale qui accroît les inégalités et les déterminismes, privilégie le quantitatif au détriment du qualitatif, gère les flux et « objective » l’humain, renvoie l’élève à la seule responsabilité de sa réussite ou de son échec, il atteint un point de non-retour avec, outre des suppressions de postes et des classes plus chargées, des dédoublements désormais quasiment insolites en lycée et l’impossibilité, *de facto*, de mettre en place des enseignements pourtant inscrits au Bulletin Officiel.

Impossibilité générée **par des dotations de moyens toujours plus réduites**.

Par exemple, le BO du 4 février 2020 ne stipule-t-il pas que pour l’accompagnement personnalisé, « l'horaire prévu est pour chaque élève de 72 heures par année » ? Certes, le texte ouvre, habiles rédacteurs, à la possibilité d’affecter ou pas ces heures à l’emploi du temps des élèves et, le cas échéant, de faire de l’AP en HSE, en dehors des cours hebdomadaires et selon les besoins. Qu’élèves et parents d’élèves ne se leurrent pas : hors contexte exceptionnel lié à la COVID et parce que les enseignants ont trouvé le courage, par professionnalisme, d’ajouter du travail à leur charge de travail, la plupart des élèves ne bénéficient pas des 72h annuelles qui leur sont pourtant dues.

De même, le BO prévoit également 54 H d’orientation et le Grand Oral prend en compte également un volet orientation : alors que l’orientation scolaire a été décentralisée en grande partie aux régions, l’AP Orientation en 2de se voit réduite l’an prochain à une demi-heure par professeur principal. Il n’y a pas d’heures prévues en 1ère ou en terminales et les enseignants doivent prendre sur leur temps de cours avec des programmes très lourds pour accompagner les élèves.

La DGH allouée à notre établissement voit 40 heures postes et 2 HSA supprimées. Une fois encore, le lycée Paul Duez est la victime d’une logique non plus pédagogique mais économique et comptable. 4 suppressions de postes en 2019, l’équivalent de 11 l’année dernière et deux à nouveau cette année pour juste 14 élèves en moins.

Une fois encore une dotation insuffisante va entraîner une dégradation de nos conditions d’enseignement et de travail. Des choix douloureux doivent être faits, provoquant inégalités entre disciplines et donc inégalités entre parcours.

**La réforme est imposée sans les moyens nécessaires pour une mise en œuvre sereine.**

Disparition quasi-totale des heures d’accompagnement personnalisé et seule subsiste une demi-heure d’accompagnement en français en classe de 1ère (alors qu’il y a deux ans c’était encore 1h chaque semaine).

Ainsi de l’enseignement des spécialités histoire géo ou SES qui s’effectuera encore l’année prochain avec des groupes aux effectifs chargés en 1ère ou encore de l’enseignement des sciences où les TP se font désormais au mieux à 24 alors qu’ils étaient 18, il y a quelques années.

Pour tenter d’éviter des effectifs plus lourds, il a fallu se résoudre à supprimer les dédoublements en enseignement scientifique en 1ère et terminales générales.

**En philosophie**, les dédoublements qui existaient il y a 4 ans en voie technologique sont passés par pertes et profits (perte pour les élèves, profit pour le budget de l’Etat). Il a fallu à nouveau cette année intervenir pour obtenir la création d’un BMP permettant l’intervention l’an prochain d’un 4ème professeur de philosophie sur les 17 terminales et les 3 groupes de spécialités.

**L’EMC** pourtant reconnue si nécessaire dans ces temps troublés où les valeurs de la République sont mises en cause et alors qu’une note est déclarée obligatoire dans le contrôle continu en terminales s’organise désormais en classe entière donc à plus de 30 le plus souvent : comment dans ce cadre favoriser la prise de parole, l’organisation de débat, la recherche documentaire…

L’allocation de la dotation horaire à notre établissement pour la rentrée 2021 continue de faire peser de **lourdes menaces pour la pérennité de nos options** : celles-ci dont la prise en compte à l’examen a été fortement réduite restent pourtant un élément d’attractivité pour notre lycée et un moyen pour les élèves de s’épanouir et de valoriser des talents différents dans une perspective d’orientation ; pour les sauvegarder, les professeurs sont obligés d’opérer des regroupement peu pédagogiques de niveau différents.

En langue, nous nous réjouissons que le choix ait été fait de créer plusieurs groupes en espagnol en STMG ou en 2de afin d’aller vers des effectifs plus acceptables mais nous n’oublions pas qu’il a fallu pour cela sacrifier un BMP en éco gestion alourdissant ainsi le nombre d’heures supplémentaires à prendre en charge par les collègues de cette matière, et donc leur charge de travail.

Il reste des demandes non satisfaites qui auraient permis de meilleures conditions de travail pour les élèves : un dédoublement en maths d'1h au lieu de 0,5 en 2de, un dédoublement en SES, des groupes plus nombreux en EPS face aux effectifs très chargés.

Nous sommes également très inquiets de l’évolution de la série STI2D. Malgré les efforts des collègues et du DDFPT pour mettre en valeur cette filière, nous constatons une désaffection des élèves, ce qui n’est pas spécifique à notre établissement. La réforme du lycée met en effet en valeur la voie générale, en donnant parfois aux élèves l’illusion d’un parcours à leur convenance.

Globalement, ce sont à nouveau plus d’élèves et plus de classes à prendre en charge pour chaque enseignant ce qui ne favorise pas un suivi optimal des difficultés des élèves. Pourtant, en ce moment où les ½ groupes ont été prescrits par un contexte sanitaire difficile, le constat est unanime : Au-delà des difficultés rencontrées en distanciel, professeurs et élèves expriment leur satisfaction à travailler en groupe réduit.

Mais à quoi bon argumenter quand l’institution se montre sourde à nos alertes ou feint, mépris sans égal, de les entendre pour persister dans un discours de bon teint qui n’est qu’hypocrite, mensonger, et déconnecté de la réalité de nos classes, de nos expériences quotidiennes ?

La profession enseignante va mal. Les professeurs et au-delà de cette seule fonction, n’ont plus aucune confiance dans leur Ministre. Au lycée Paul Duez et ailleurs, des collègues tombent. Physiquement et psychiquement.

Que le ministre continue de nous « choyer », c’est une chose.

Mais ce qui nous met à terre, c’est que notre métier doit s’exercer au service des élèves et de leurs familles. Et aujourd’hui, dans ce contexte, quel service leur rendons-nous avec des classes toujours plus chargées, des dédoublements rarissimes, un parcours scolaire toujours plus stressant qui les met sous pression dès la fin du 1er trimestre de seconde, lorsqu’il leur faut commencer à réfléchir à leur orientation ; un parcours qui accroît la pression dès la classe de 1ère avec le contrôle continu et les place en évaluation permanente puisque le formatif devient du sommatif à chaque devoir. Sans parler des épreuves de spécialité…

Or nos élèves ne vivent pas en dehors de la société : ils subissent comme chacun les frais de la crise sanitaire, qui accentue leur angoisse du futur et leurs difficultés scolaires.

Dans ce contexte le gouvernement aurait dû prévoir des moyens, à savoir des postes d’enseignants, d’Assistants d’Education, de CPE, de PSY-EN, de santé scolaire, et de tous les personnels en contact avec les élèves : Plus que jamais, nous avons besoin d’adultes formés à leurs missions respectives de service public pour enseigner, éduquer, écouter, accompagner et soutenir la jeunesse, notre avenir.

Parce que nous avons encore l’audace de penser et d’affirmer que nos élèves ont besoin de nous.

Pour toutes ces raisons, et malgré un important travail de concertation que nous saluons et des efforts de notre direction pour limiter la casse, le compte n’y est pas.

La décision verticale et imposée par le ministère de supprimer 194 postes dans l’Académie de Lille et donc 40 heures postes dans notre établissement n’était pas justifiée.

Nous voterons en opposition avec le TRMD qui nous est proposé. Nous pensons aux problèmes humains qu’il va engendrer pour les deux professeurs qui voient leurs postes supprimés à Paul Duez mais aussi aux conditions de travail toujours très compliquées pour les élèves et leurs enseignants l’année prochaine.